

d'un plan national. Pour ce qui est de notre groupe, c'est la seule voie que nous adopterons dans l'avenir et nous obtiendrons le succès nécessaire. Ces choses sont nécessaires pour assurer la continuation, la préservation et la mise en valeur de ce secteur vital de notre économie, l'exploitation familiale canadienne.

M. Milligan: Monsieur le président, j'estime que je n'accomplirais pas mon devoir si je ne formulais pas quelques observations sur l'agriculture. L'agriculture a toujours fait l'objet de mes chères préoccupations. Dans ma famille, je représente la troisième génération qui se voue à l'agriculture et j'ai trois fils qui s'y consacrent également.

Je suis en contact avec des organisations agricoles depuis 15 ans environ et c'est ainsi que je me suis mis au courant des problèmes qui se posent à l'agriculture dans toutes les provinces canadiennes, y compris l'Ontario. Nous avons beaucoup entendu parler d'agriculture, en particulier de celle de l'Ouest, mais on n'en a pas dit trop au sujet de cette industrie dans l'Est.

J'ai écouté les observations qu'a faites le ministre de l'Agriculture le vendredi 11 juillet 1958 avec beaucoup d'intérêt et de plaisir. J'ai alors été porté à me demander si notre agriculture était dans cette situation brillante dont il a tant été question ou si plutôt il n'y a pas certains secteurs agricoles qui se trouvent dans une situation très grave et que, aveuglés, nous nous efforçons de ne pas nous en rendre compte. Je veux expliquer ce que j'entends par là et peut-être ne le puis-je mieux qu'en posant cette question: en tant que membres du Parlement, sommes-nous satisfaits de la situation générale dans laquelle se trouve notre agriculture? Il ne faut pas oublier que l'agriculture est la plus ancienne industrie. Elle représente la vie même de notre génération et des générations futures. Elle est la base sur laquelle s'est édifié notre pays.

Tout comme le ministre, j'admets volontiers que le revenu global de l'agriculture a beaucoup augmenté depuis un an. Il y a lieu de se réjouir dans une certaine mesure de ce que cela se soit produit sous l'habile direction du ministre actuel; mais il est évident que l'agriculture pourrait être désavantagée si nous n'expliquions pas aux consommateurs dans quelle situation se trouvent exactement les producteurs agricoles. D'ordinaire, on est mécontent quand il est question de venir en aide aux agriculteurs. Quand il est question d'une protection contre les produits importés, le consommateur se dit que les agriculteurs sont déjà en bonne posture et qu'ils n'ont pas besoin d'être mieux traités qu'ils ne le sont. Je pense qu'il incombe à ceux qui vivent

[M. Herridge.]

de l'agriculture de peindre sous son vrai jour cette industrie et la situation où elle se trouve.

Je discutais il y a quelques jours avec un consommateur intelligent la situation du cultivateur, de son épouse et de sa famille. Selon lui, l'agriculture rapportait bien et elle assurait une situation stable. Si le cultivateur n'aime pas son état, il n'a qu'à en sortir et à s'adonner à autre chose, m'a-t-il dit. Je crois que c'est là le sentiment d'un très grand nombre de ceux qui ne sont pas agriculteurs. Les agriculteurs doivent se rappeler qu'ils ne représentent qu'une faible proportion de la population globale, soit environ 12 p. 100 à l'heure actuelle. On trouve, par conséquent, huit personnes qui cherchent à se nourrir à bon marché pour une qui cherche une compensation équitable pour son travail dans ce domaine.

On a beaucoup parlé du blé, qui est évidemment l'une de nos importantes productions agricoles; mais il y a aussi d'autres secteurs agricoles qui sont importants. Tant que nous aurons des excédents de céréales dans l'Ouest, nous aurons des difficultés dans le domaine agricole. Nous voulons que le producteur de blé puisse vendre et continuer à vendre son blé avec avantage. Dès qu'il n'y trouvera plus d'avantage, il se lancera dans d'autres productions, l'élevage des bestiaux, par exemple, dont nous avons actuellement des excédents.

Je suis parfaitement d'accord avec la déclaration suivante du syndicat du blé de la Saskatchewan que j'extraits de l'une de ses publications:

D'autres exportateurs, tels les États-Unis et la France, subventionnent directement leurs exportations de blé et de farine. Plus récemment, les États-Unis ont offert une série d'encouragements, crédits à long terme, troc et dons pour amener les importateurs à acheter leur blé.

La combinaison des restrictions à l'importation et des subventions à l'exportation qui sont maintenant presque universelles dans le commerce du blé oblige le cultivateur canadien à entrer en concurrence avec les gouvernements étrangers. Jusqu'ici, le cultivateur canadien a soutenu cette concurrence sans aide aucune, pour ainsi dire. En réclamant des versements d'appoint, il demande au gouvernement du Canada de l'aider à soutenir cette concurrence injuste.

À l'heure actuelle, le cultivateur de blé devrait bénéficier de quelque soutien pour pouvoir le vendre avec profit et continuer à cultiver et à vendre du blé sans se préoccuper de la manière de procéder. J'estime que tous les gens de l'Est canadien devraient s'intéresser à la situation du cultivateur de l'Ouest et lui donner tout l'appui possible.

La livraison de septembre 1957 de la revue *The Rural Scene*, publiée par John Atkins